

[Text]

burden, which is causing them great problems of servicing.

[Translation]

internationale importante, ce qui leur pose de gros problèmes sur le plan du service de la dette.

• 0945

So the agency's main objective is to promote private investment in developing countries, not only from the industrial countries to developing countries, but also among developing countries themselves. This would also help to create in these countries a climate that is conducive to foreign investment. The main function of the agency will be to guarantee foreign investment against various types of non-commercial risks such as currency transfer risk, expropriation, breach of contract, war and civil disturbances. Canada has expressed a great deal of interest in the proposal. The government has tabled a bill for the purpose.

There is a question of the entry into force of the agreement, which requires 5 industrial countries and 15 developing countries to ratify the convention. As soon as this happens, the agency will come into operation. A meeting will be called, a first meeting of a board of governors, and the election of a board of directors. This is when the rules of the game are going to be determined. This is why we feel it is in the interest of Canada to be there at the very early stage. This is why this legislation is being now put forward as one of the priorities.

There have been some questions by members at previous hearings concerning the usefulness of the agency and how it relates to the functions of the Export Development Corporation. Our own EDC provides certain forms of insurance for our private investment in other countries. This coverage is somewhat incomplete, however. Apart from the principle of Canadian support for the objectives and purposes of the agency, we also feel that in practical terms it would be in the interest of Canada to participate in this agency.

I will stop here, Mr. Chairman. You may wish to proceed on the basis that you want.

Miss Nicholson: I would like to welcome Mr. Fortin. As he says, the bill is simple and straightforward, and I think it has general support. I have just one or two questions.

From the start, the developing countries have been quicker to sign. I think among the 15 developing countries, ratification came fairly quickly. The five developed countries have been slower. I understand that in the United States some of the problem was because the Senate added particular clauses to protect their own industries and that this was the subject of negotiation between the Congress and the U.S. Senate. Are you in a position to tell us the state of those? Is the United States expected to ratify soon?

Mr. Fortin: Mr. Chairman, the situation is not entirely clear at this stage. We do believe it is the intention of the

L'agence a donc pour principal objectif d'encourager l'afflux d'investissements vers les pays en voie de développement, non seulement des pays industriels vers les pays en voie de développement, mais également entre les États membres en développement. Cela aiderait également à créer dans ces pays un climat propice à l'investissement étranger. La fonction principale de l'agence consistera à délivrer des garanties pour l'investissement étranger contre divers types de risques non commerciaux, tels que risque de transfert, expropriation, rupture de contrat, conflits armés et troubles civils. Le Canada s'est montré beaucoup intéressé par cette proposition. Le gouvernement a déposé un projet de loi à cette fin.

Pour que l'entente puisse entrer en vigueur, il est nécessaire qu'elle soit ratifiée par cinq pays industriels et quinze pays en voie de développement. Aussitôt fait, le conseil des gouverneurs se réunira et élira un conseil d'administration. C'est à ce moment-là que les règles du jeu seront établies. C'est pourquoi nous estimons qu'il est dans l'intérêt du Canada de participer dès le début. C'est pourquoi le présent projet de loi est actuellement présenté comme étant l'une des priorités.

Au cours d'audiences précédentes, certains membres ont posé des questions quant à l'utilité de l'agence et à la façon dont elle se rattache aux fonctions de la Société pour l'expansion des exportations. La Société pour l'expansion des exportations offre certaines formes d'assurance à nos investissements privés dans d'autres pays. Cette couverture est toutefois quelque peu incomplète. Outre le principe de l'appui canadien aux objectifs de l'agence, nous estimons que sur le plan pratique, il est dans l'intérêt du Canada de participer à l'agence.

Je m'arrête ici, monsieur le président. Je suis à votre disposition pour répondre aux questions.

Mme Nicholson: J'aimerais souhaiter la bienvenue à M. Fortin. Comme il l'a dit, le projet de loi est simple, et je crois qu'il a l'appui général. Je n'ai qu'une ou deux questions à poser.

Dès le début, les pays en voie de développement ont été plus rapides à signer. Les 15 pays en voie de développement ont ratifié l'entente assez rapidement. Les cinq pays industrialisés ont été plus lents. Si j'ai bien compris, aux États-Unis, le problème était dû en partie au fait que le Sénat a ajouté des dispositions particulières pour protéger leurs propres industries, ce qui a fait l'objet de négociations entre le Congrès et le Sénat américain. Êtes-vous en mesure de nous dire où en sont ces négociations? S'attend-on à ce que les États-Unis ratifient l'entente bientôt?

M. Fortin: Monsieur le président, la situation n'est pas tout à fait claire à ce stade. Nous estimons que les États-